

Guerre au Moyen-Orient

Apaisement ou embrasement ?

Lorsque les terroristes du Hamas ont attaqué Israël depuis la bande de Gaza le samedi 7 octobre, la société israélienne a pu croire à une répétition de l'attaque surprise des armées syriennes et égyptiennes le 6 octobre 1973, déclenchant la guerre du Kippour. En 1973, il s'agissait toutefois une guerre conventionnelle gagnée par Israël. En ce qui concerne la présente guerre, déterminer qui a gagné ou perdu n'est plus l'enjeu compte tenu de l'accumulation de l'antisémitisme parmi les opposants à l'Etat d'Israël.

Par Thibault HERRMANN

AXE PHARE "SOVERAINETE & PUISSANCE"

Ce conflit laisse se dessiner une nouvelle logique de blocs induite par l'implication de la République islamique d'Iran. Les sociétés civiles de la région, majoritairement hostiles à Israël, semblent toutefois constituer un frein, dans certains Etats, à la normalisation des relations avec l'Etat hébreu.

Blocs poreux et rivalités à l'échelle du Moyen Orient

Les principales puissances militaires susceptibles d'intervenir directement ou indirectement dans ce conflit sont les Etats-Unis et l'Iran, d'où la crainte d'une escalade dévastatrice.

Les États-Unis ont une présence militaire dans le nord-est et le sud-est de la Syrie, où l'armée de Bachar EL-ASSAD soutenue par l'Iran, le Hezbollah et les forces russes font face à diverses milices dont certaines soutenues par la Turquie ainsi que des factions kurdes. Israël bombarde régulièrement des cibles en Syrie, dont les aéroports d'Alep et de Damas au début du mois d'octobre, pour entraver l'approvisionnement en armes en provenance d'Iran.

Malgré les sanctions internationales et dans le cadre du dialogue sur son programme nucléaire *via* les discussions de Vienne, l'Iran a réussi à développer une gamme d'armes sophistiquées. Son Corps des gardiens de la révolution islamique a acquis une expérience de combat dans les guerres civiles syrienne et irakienne. Il fournit également des armes aux Houthis au Yémen, au régime syrien, au Hezbollah, au Hamas et au Jihad islamique.

Une confrontation demeurant sous le seuil du conflit armé ouvert et direct est possible. En effet, à la suite de l'assassinat par les États-Unis à Bagdad en janvier 2020 du commandant du Corps des gardiens de la Révolution Qassem SOLEIMANI, l'Iran a tiré une salve de missiles sur une base américaine en Irak.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Hossein AMIR ABDOLLAHIAN, a récemment entrepris une tournée régionale pour réassurer les forces de l'axe

chiite (le régime syrien à Damas, le Hezbollah libanais à Beyrouth et les forces chiites locales à Bagdad). Il a notamment déclaré à plusieurs reprises que si Israël poursuivait son offensive contre Gaza, l'ouverture de nouveaux fronts ne pouvait être exclue, faisant allusion à une éventuelle implication accrue du Hezbollah libanais à la frontière nord de l'Etat hébreu. Ces déplacements sont à mettre en perspective avec le soutien apporté ceux le Secrétaire d'Etat américain Anthony BLINKEN qui s'est rendu en Israël pour une visite de soutien, précédant le président américain Joe BIDEN et le Premier ministre britannique Rishi SUNAK. On peut donc voir ainsi apparaître la ligne de fracture par blocs entre les Etats-Unis, Israël et les Etats arabes ayant normalisé leurs relations avec ce dernier, et d'autre part les forces chiites se percevant comme un « axe de la résistance » contre un sionisme jugé inacceptable.

Manifestations contre Israël et bipolarisation

Alors que la guerre à Gaza fait rage, des manifestations contre Israël ont éclaté en Iran, au Liban, en Libye, au Yémen, en Jordanie, en Turquie, au Maroc et en Égypte.

Le roi Abdallah de Jordanie, dont la diplomatie est proche des Etats-Unis compte tenu de l'antagonisme avec le régime syrien et de la proximité de l'Irak, a annulé le sommet prévu avec le président BIDEN à la suite de l'explosion de l'hôpital baptiste Al-Ahli de Gaza, imputée aujourd'hui au lancement défectueux d'une roquette par le Jihad islamique à proximité immédiate du lieu de soins.

La question se pose notamment pour l'Occident de savoir si ce conflit pourrait se transformer en guerre ouverte avec les forces soutenues par l'Iran. A la différence de 1973 où Israël faisait face à un large front et où les producteurs de pétrole de l'OPEP ont imposé un embargo, les intérêts des États arabes ne peuvent plus être réduits à l'intérêt économique des hydrocarbures. Les Etats arabes

qui cherchent à diversifier leur économie sont davantage insérés dans la vie économique mondiale, ce qui n'est toutefois pas le cas du régime iranien qui reste le principal belligérant par « proxies ».

Pour l'instant, la guerre de l'ombre entre Israël et l'Iran, les deux puissances militaires les plus puissantes du Moyen-Orient, se limite à des cyberattaques et à des actions commando contre le projet nucléaire iranien. Le gouvernement de B. NETANYAHOU avait déjà envisagé d'utiliser l'armée de l'air contre des cibles iraniennes, mais ne l'a pas fait, principalement parce que Washington craignait une guerre majeure au Moyen-Orient.

Il en résulte que situation au Moyen-Orient paraît de moins en moins prévisible. L'apaisement promu par les puissances occidentales semble difficile à mettre en pratique malgré la bonne volonté des dirigeants compte tenu l'influence de l'Iran et du succès rencontré dans la perception de ses actions.

■

Nos recommandations

Soutenir les canaux diplomatiques *via* les Etats ayant adhéré aux accords d'Abraham permettant la normalisation des relations avec Israël, dans la recherche de la cessation des hostilités et de la libération des otages.

Lutter contre l'antisémitisme et l'importation en France et en Europe du combat terroriste, en usant des prérogatives préventives et répressives en ce qui concerne les appels à la haine, à la violence et à la discrimination.